



**SOLIDAIRES, UNITAIRES, DÉMOCRATIQUES DANS LES CAISSES D'ÉPARGNE**

SUD CAISSES D'ÉPARGNE - 35, BD SÉBASTOPOL 75001 PARIS - TÉL : 01 42 33 41 62 - WWW.SUDCE.COM

Union  
syndicale  
**Solidaires**

Paris, avril 2009

## **DECLARATION DES ELUS ET DES REPRESENTANTS SYNDICAUX SUD AUX COMITES D'ENTREPRISES**

Il y a trois ans, les dirigeants des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires décidaient de créer ensemble une Banque de Financement et d'Investissement : NATIXIS. A l'époque, SUD Caisses d'Épargne s'est élevé contre cette création et a appelé à la grève (*pendant que d'autres estimaient qu'il s'agissait d'un bon projet sur le fond!*), anticipant le danger que représentaient pour les Caisses régionales et leurs salariés l'entrée de l'actionnariat dans le groupe et des placements hasardeux sur des marchés financiers hautement spéculatifs et très volatiles, aux antipodes des valeurs sociales et économiques que nous sommes censés représenter.

L'histoire nous a donné raison car l'action a perdu plus de 90 % par rapport à son cours d'origine de 19,55 Euros et dans le même temps, le Groupe Caisses d'Épargne a enregistré des pertes faramineuses dues à la BFI. Pendant la même période, la banque de détail a réalisé des bénéfices sur tous les exercices depuis la création de NATIXIS, soulignant la solidité et le dynamisme de l'activité commerciale des 17 Caisses d'Épargne.

A juste titre, le projet de fusion entre les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne génère d'énormes inquiétudes chez les salariés car les Caisses et les Banques des deux groupes devront malgré tout continuer à renflouer leur filiale commune NATIXIS.

Nous sommes aujourd'hui convaincus que les deux groupes sont viables indépendamment, avec leurs statuts coopératifs respectifs, leurs enseignes, leurs agences, au service de la clientèle, de l'économie réelle et de l'intérêt général.

Quant à « l'aide » de l'Etat de 5 milliards d'euros, il faudra la rembourser dans des délais impartis très courts et avec des intérêts à hauteur de 10 %. Cela constitue pour nous un véritable racket opéré par l'Etat. Qui plus est, ce dernier a mis à la tête des deux groupes un des instigateurs de ce projet, François PEROL, qui opérait déjà dans les coulisses lors de l'abandon du partenariat avec la CDC et lors de la création de NATIXIS.

Certes, ces milliards de l'Etat sont destinés à consolider les fonds propres à très court terme et à rétablir une notation dégradée.

Mais le véritable prix à payer pour nous sera surtout une nouvelle exigence de rentabilité qui se fera une fois de plus sur le dos des salariés dont les conditions de travail vont encore plus se dégrader, avec pour conséquences encore plus de stress et de souffrance, sans contrepartie aucune. Bien au contraire, les économies d'échelles planifiées par les patrons se traduiront inéluctablement par des suppressions d'emplois, des licenciements et des fermetures d'agences.

**Pour toutes ces raisons, SUD Caisses d'Épargne est opposé à cette fusion.**